



---

*Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs*

---

**2018/0331(COD)**

13.12.2018

## **PROJET D'AVIS**

de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs

à l'intention de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires  
intérieures

sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la  
prévention de la diffusion de contenus à caractère terroriste en ligne  
(COM(2018)0640 – C8-0405/2018 – 2018/0331(COD))

Rapporteure pour avis: Julia Reda

PA\_Legam

## AMENDEMENTS

La commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs invite la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, compétente au fond, à prendre en considération les amendements suivants:

### Amendement 1

#### Proposition de règlement

##### Titre 1

###### *Texte proposé par la Commission*

Proposition de

RÈGLEMENT DU PARLEMENT  
EUROPÉEN ET DU CONSEIL

relatif à la prévention de la diffusion de  
contenus à caractère terroriste en ligne

*Une contribution de la Commission  
européenne à la réunion des dirigeants  
à Salzbourg les 19 et 20 septembre 2018*

###### *Amendement*

Proposition de

RÈGLEMENT DU PARLEMENT  
EUROPÉEN ET DU CONSEIL

relatif à la prévention de la diffusion de  
contenus **illicites** à caractère terroriste en  
ligne

Or. en

### Amendement 2

#### Proposition de règlement

##### Considérant 1

###### *Texte proposé par la Commission*

(1) Le présent règlement vise à assurer le bon fonctionnement du marché unique numérique dans une société ouverte et démocratique, en **évitant l'utilisation abusive des services d'hébergement à des fins terroristes**. Il convient d'améliorer le fonctionnement du marché unique numérique par le renforcement de la sécurité juridique pour les fournisseurs de services d'hébergement, ce qui renforcera la confiance des utilisateurs dans l'environnement en ligne, et par la

###### *Amendement*

(1) Le présent règlement vise à assurer le bon fonctionnement du marché unique numérique dans une société ouverte et démocratique, en **contribuant aux enquêtes sur les infractions**. Il convient d'améliorer le fonctionnement du marché unique numérique par le renforcement de la sécurité juridique pour les fournisseurs de services d'hébergement, ce qui renforcera la confiance des utilisateurs dans l'environnement en ligne, et par la consolidation des garanties **pour protéger**

consolidation des garanties en matière de liberté d'expression et d'information.

***l'état de droit et les droits fondamentaux, notamment** en matière de liberté d'expression et d'information, **le droit à la liberté et au pluralisme des médias, la liberté d'entreprise et les droits au respect de la vie privée et à la protection des données à caractère personnel.***

Or. en

### Amendement 3

#### Proposition de règlement Considérant 1 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***(1 bis) La réglementation des fournisseurs de services d'hébergement ne peut que compléter les stratégies des États membres visant à lutter contre les actes illicites à caractère terroriste, qui doivent mettre l'accent sur des mesures hors ligne telles que les investissements dans le travail social, les mesures de déradicalisation et la coopération avec les communautés concernées pour parvenir à une prévention durable de la radicalisation dans la société.***

Or. en

### Amendement 4

#### Proposition de règlement Considérant 3

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

(3) La présence de contenus à caractère terroriste en ligne a de graves conséquences négatives pour les utilisateurs, les citoyens et la société en général ainsi que pour les fournisseurs de services en ligne qui hébergent ce type de

(3) La présence de contenus ***illicites*** à caractère terroriste en ligne a de graves conséquences négatives pour les utilisateurs, les citoyens et la société en général ainsi que pour les fournisseurs de services en ligne qui hébergent ce type de

contenus car cela nuit à la confiance de leurs utilisateurs et érode leurs modèles commerciaux. Étant donné le rôle central qu'ils jouent et **les** moyens technologiques associés aux services qu'ils fournissent, il incombe aux fournisseurs de services en ligne d'assumer certaines responsabilités sociétales afin de protéger leurs services contre une utilisation abusive par des terroristes et **de contribuer à la lutte contre les contenus à caractère terroriste diffusés** par l'intermédiaire de leurs services.

contenus car cela nuit à la confiance de leurs utilisateurs et érode leurs modèles commerciaux. Étant donné le rôle central qu'ils jouent et **dans la mesure des** moyens technologiques associés aux services qu'ils fournissent, il incombe aux fournisseurs de services en ligne d'assumer certaines responsabilités sociétales afin de protéger leurs services contre une utilisation abusive par des terroristes et **d'aider les autorités compétentes à traiter les infractions terroristes commises** par l'intermédiaire de leurs services.

Or. en

## Amendement 5

### Proposition de règlement Considérant 4

#### *Texte proposé par la Commission*

(4) Les efforts de lutte contre les contenus à caractère terroriste ont commencé à être déployés au niveau de l'Union en 2015 dans le cadre d'une coopération volontaire entre les États membres et les fournisseurs de services d'hébergement; il y a lieu de les compléter par un cadre législatif clair afin de réduire davantage l'accessibilité des contenus à caractère terroriste en ligne et de **s'attaquer de manière adéquate à un problème en constante évolution**. Ce cadre législatif s'appuierait sur les efforts volontaires existants, **qui** ont été intensifiés par la recommandation (UE) 2018/334 de la Commission<sup>7</sup>, et répond aux appels lancés par le Parlement européen afin de renforcer les mesures visant à lutter contre les contenus illégaux **et dangereux** et par le Conseil européen afin d'améliorer la **détection automatique et la suppression** des contenus **qui incitent à la commission d'actes terroristes**.

#### *Amendement*

(4) Les efforts de lutte contre les contenus à caractère terroriste ont commencé à être déployés au niveau de l'Union en 2015 dans le cadre d'une coopération volontaire entre les États membres et les fournisseurs de services d'hébergement; il y a lieu de les compléter par un cadre législatif clair afin de réduire davantage l'accessibilité des contenus **illicites** à caractère terroriste en ligne et de **mettre en place de toute urgence des garanties pour protéger l'état de droit et les droits fondamentaux**. Ce cadre législatif s'appuierait sur les efforts volontaires existants **et comblerait certaines lacunes de ces derniers, lesquels** ont été intensifiés par la recommandation (UE) 2018/334 de la Commission<sup>7</sup>, et répond aux appels lancés par le Parlement européen afin de renforcer les mesures visant à lutter contre les contenus illégaux **conformément au cadre horizontal établi par la directive 2000/31/CE** et par le Conseil européen afin d'améliorer la

suppression des contenus *illicites* à *caractère terroriste*.

---

<sup>7</sup> Recommandation (UE) 2018/334 de la Commission du 1er mars 2018 sur les mesures destinées à lutter, de manière efficace, contre les contenus illicites en ligne (JO L 63 du 6.3.2018, p. 50).

---

<sup>7</sup> Recommandation (UE) 2018/334 de la Commission du 1er mars 2018 sur les mesures destinées à lutter, de manière efficace, contre les contenus illicites en ligne (JO L 63 du 6.3.2018, p. 50).

Or. en

## Amendement 6

### Proposition de règlement Considérant 5

*Texte proposé par la Commission*

(5) L'application du présent règlement ne devrait pas avoir d'incidence sur l'application *de l'article 14* de la directive 2000/31/CE<sup>8</sup>. *En particulier, aucune des mesures prises par le fournisseur de service d'hébergement en application du présent règlement, y compris des mesures proactives, ne devrait par elle-même entraîner la perte par ce fournisseur de services du bénéfice de l'exemption de responsabilité à cet article.* Le présent règlement ne modifie en rien les pouvoirs dont disposent les autorités et les juridictions nationales pour établir la responsabilité des fournisseurs de services d'hébergement dans des cas spécifiques lorsque les conditions prévues à l'article 14 de la directive 2000/31/CE pour bénéficier de l'exemption de responsabilité ne sont pas réunies.

*Amendement*

(5) *Le présent règlement devrait établir des obligations spécifiques incombant à certains fournisseurs de services d'hébergement ainsi que des obligations de vigilance pour les fournisseurs de services d'hébergement qui sont exposés à une quantité importante de contenus illicites à caractère terroriste.* L'application du présent règlement ne devrait pas avoir d'incidence sur l'application *des articles 14 et 15* de la directive 2000/31/CE<sup>8</sup> *aux fournisseurs de services d'hébergement, pour autant qu'ils n'aient pas véritablement connaissance d'activités ou d'informations illicites ou que, s'ils ont connaissance de telles activités ou informations, ils suppriment ou désactivent immédiatement ces contenus. Étant donné que l'article 15 de la directive 2000/31/CE interdit d'imposer aux fournisseurs de services d'hébergement une obligation générale de surveiller les informations qu'ils stockent ou une obligation générale de rechercher activement des faits ou des circonstances révélant des activités illicites, le présent règlement ne devrait pas conduire à la*

*transmission aux fournisseurs de services d'hébergement d'informations vagues sur le caractère licite ou non des contenus qui leur sont notifiés ou à les encourager à rechercher des faits ou des circonstances révélant des activités illicites. Si le fournisseur de services d'hébergement n'est pas informé par l'autorité compétente du caractère licite ou non du contenu notifié, sa responsabilité risque d'être engagée en raison de la non-suppression rapide du contenu en cause. Par conséquent, cette information doit être fournie en tout état de cause par l'autorité compétente.* Le présent règlement ne modifie en rien les pouvoirs dont disposent les autorités et les juridictions nationales pour établir la responsabilité des fournisseurs de services d'hébergement dans des cas spécifiques lorsque les conditions prévues à l'article 14 de la directive 2000/31/CE pour bénéficier de l'exemption de responsabilité ne sont pas réunies.

---

<sup>8</sup> Directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur («directive sur le commerce électronique») (JO L 178 du 17.7.2000, p. 1).

---

<sup>8</sup> Directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur («directive sur le commerce électronique») (JO L 178 du 17.7.2000, p. 1).

Or. en

## Amendement 7

### Proposition de règlement Considérant 6

#### *Texte proposé par la Commission*

(6) Le présent règlement instaure des règles visant à **empêcher** l'utilisation abusive de services d'hébergement pour la

#### *Amendement*

(6) Le présent règlement instaure des règles visant à **remédier à** l'utilisation abusive de services d'hébergement pour la

diffusion de contenus à caractère terroriste en ligne afin de garantir le bon fonctionnement du marché intérieur, dans le plein respect des droits fondamentaux protégés par l'ordre juridique de l'Union et, en particulier, ceux consacrés par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

diffusion de contenus *illicites* à caractère terroriste en ligne afin de garantir le bon fonctionnement du marché intérieur, dans le plein respect *de l'état de droit* et des droits fondamentaux protégés par l'ordre juridique de l'Union et, en particulier, ceux consacrés par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Or. en

## Amendement 8

### Proposition de règlement Considérant 7

#### *Texte proposé par la Commission*

(7) le présent règlement *contribue* à la protection de la sécurité publique tout en mettant en place des garanties appropriées et solides qui permettent d'assurer la protection des droits fondamentaux en jeu. Au rang de ces droits figurent les droits au respect de la vie privée et à la protection des données à caractère personnel, le droit à une protection juridictionnelle effective, le droit à la liberté d'expression, y compris la liberté de recevoir et de communiquer des informations, la liberté d'entreprise et le principe de non-discrimination. Les autorités compétentes et les fournisseurs de services d'hébergement devraient uniquement adopter les mesures qui sont nécessaires, appropriées et proportionnées au sein d'une société démocratique, en tenant compte de l'importance particulière accordée à la liberté d'expression et d'information, qui *constitue* l'un des fondements essentiels d'une société pluraliste et démocratique et *figure* parmi les valeurs sur lesquelles l'Union est fondée. Les mesures *qui constituent une ingérence dans la liberté d'expression et d'information devraient être strictement ciblées, en ce sens qu'elles doivent servir à empêcher la diffusion de contenus à*

#### *Amendement*

(7) Le présent règlement *visé à contribuer* à la protection de la sécurité publique tout en mettant en place des garanties appropriées et solides qui permettent d'assurer la protection des droits fondamentaux en jeu *et de l'état de droit*. Au rang de ces droits figurent les droits au respect de la vie privée et à la protection des données à caractère personnel, le droit à une protection juridictionnelle effective, le droit à la liberté d'expression, y compris la liberté de recevoir et de communiquer des informations, la liberté d'entreprise et le principe de non-discrimination. Les autorités compétentes et les fournisseurs de services d'hébergement devraient uniquement adopter les mesures qui sont nécessaires, appropriées et proportionnées au sein d'une société démocratique, en tenant compte de l'importance particulière accordée à la liberté d'expression et d'information *et aux droits à la vie privée et à la protection des données à caractère personnel*, qui *constituent* l'un des fondements essentiels d'une société pluraliste et démocratique et *figurent* parmi les valeurs sur lesquelles l'Union est fondée. Les mesures *prises pour*



*caractère terroriste sans que cela n'affecte* le droit de recevoir et de communiquer légalement des informations, en tenant compte du rôle central que jouent les fournisseurs de services d'hébergement pour faciliter le débat public ainsi que la diffusion et la réception d'informations factuelles, d'opinions et d'idées dans le cadre de la loi.

*supprimer les contenus illicites à caractère terroriste en ligne doivent être nécessaires, appropriées et proportionnées pour contribuer à la lutte contre le terrorisme, notamment aux enquêtes et aux poursuites en matière d'infractions terroristes, sans affecter* le droit de recevoir et de communiquer légalement des informations, en tenant compte du rôle central que jouent les fournisseurs de services d'hébergement pour faciliter le débat public ainsi que la diffusion et la réception d'informations factuelles, d'opinions et d'idées dans le cadre de la loi.

Or. en

## Amendement 9

### Proposition de règlement Considérant 8

#### *Texte proposé par la Commission*

(8) Le droit à un recours effectif est consacré à l'article 19 du TUE et à l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Toute personne physique ou morale a droit à un recours juridictionnel effectif devant la juridiction nationale compétente contre toute mesure prise en application du présent règlement susceptible de porter atteinte aux droits de cette personne. Ce droit inclut en particulier la possibilité pour les fournisseurs de services d'hébergement et les fournisseurs de contenus de contester de manière effective une injonction de suppression émise par les autorités d'un État membre devant la juridiction de celui-ci.

#### *Amendement*

(8) Le droit à un recours effectif est consacré à l'article 19 du TUE et à l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Toute personne physique ou morale a droit à un recours juridictionnel effectif devant la juridiction nationale compétente contre toute mesure prise en application du présent règlement susceptible de porter atteinte aux droits de cette personne. Ce droit inclut en particulier ***le droit pour les fournisseurs de services d'hébergement et les fournisseurs de contenus d'être informés de toutes les voies de recours disponibles, la possibilité pour les fournisseurs de contenus de contester les résultats des mesures prises par le fournisseur d'hébergement***, la possibilité pour les fournisseurs de services d'hébergement et les fournisseurs de contenus de contester de manière effective une injonction de suppression émise par les autorités d'un État membre devant la

## Amendement 10

### Proposition de règlement Considérant 9

#### *Texte proposé par la Commission*

(9) Afin de clarifier les actions que tant les fournisseurs de services d'hébergement que les autorités compétentes devraient prendre pour *éviter* la diffusion de contenus à caractère terroriste en ligne, il convient que le présent règlement établisse une définition des contenus à caractère terroriste ***à des fins de prévention en s'appuyant sur*** la définition des infractions terroristes énoncée par la directive (UE) 2017/541 du Parlement européen et du Conseil<sup>9</sup>. ***Étant donné la nécessité de s'attaquer à la propagande terroriste en ligne la plus néfaste, cette définition devrait inclure le matériel et les informations qui incitent, encouragent ou soutiennent la commission d'infractions terroristes ou la participation à de telles infractions, fournissent des instructions en vue de la commission d'infractions terroristes ou encouragent la participation aux activités d'un groupe terroriste.*** Ces informations comprennent notamment du texte, des images, des enregistrements sonores et des vidéos. Lorsqu'elles évaluent si un contenu constitue un contenu à caractère terroriste au sens du présent règlement, les autorités compétentes ***ainsi que les fournisseurs de services d'hébergement*** devraient tenir compte de facteurs tels que la nature et la formulation des messages, le contexte dans lequel ces messages sont émis et s'ils risquent d'avoir des conséquences néfastes, portant ainsi atteinte à la sécurité et à la sûreté des personnes. Le fait que ce

#### *Amendement*

(9) Afin de clarifier les actions que tant les fournisseurs de services d'hébergement que les autorités compétentes devraient prendre pour ***limiter*** la diffusion de contenus ***illicites*** à caractère terroriste en ligne, il convient que le présent règlement établisse une définition des contenus à caractère terroriste ***qui soit conforme à*** la définition des infractions terroristes énoncée par la directive (UE) 2017/541 du Parlement européen et du Conseil<sup>9</sup>. Ces informations comprennent notamment du texte, des images, des enregistrements sonores et des vidéos. Lorsqu'elles évaluent si un contenu constitue un contenu ***illicite*** à caractère terroriste au sens du présent règlement, les autorités compétentes devraient tenir compte de facteurs tels que la nature et la formulation des messages, le contexte dans lequel ces messages sont émis et s'ils risquent d'avoir des conséquences néfastes, portant ainsi atteinte à la sécurité et à la sûreté des personnes. Le fait que ce matériel ait été produit ou diffusé par une organisation ou une personne inscrite sur la liste des entités terroristes établie par l'UE ou soit attribué à une telle organisation ou personne constitue un élément important de l'évaluation. Les contenus diffusés à des fins pédagogiques, journalistiques ou de recherche devraient être ***fortement*** protégés. ***Lorsque le matériel diffusé est publié sous la responsabilité éditoriale du fournisseur de services d'hébergement, toute décision relative à la suppression de***

matériel ait été produit ou diffusé par une organisation ou une personne inscrite sur la liste des entités terroristes établie par l'UE ou soit attribué à une telle organisation ou personne constitue un élément important de l'évaluation. Les contenus diffusés à des fins pédagogiques, journalistiques ou de recherche devraient être protégés de **manière adéquate**. En outre, l'expression d'opinions radicales, polémiques ou controversées dans le cadre du débat public sur des questions politiques sensibles ne devrait pas être considérée comme du contenu à caractère terroriste.

---

<sup>9</sup> Directive (UE) 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme et remplaçant la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil et modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil (JO L 88 du 31.3.2017, p. 6).

***tels contenus devrait tenir compte des normes journalistiques arrêtées dans la réglementation de la presse ou des médias conformément au droit de l'Union ainsi qu'au droit à la liberté d'expression et au droit à la liberté et au pluralisme des médias, consacrés à l'article 11 de la charte des droits fondamentaux.*** En outre, l'expression d'opinions radicales, polémiques ou controversées dans le cadre du débat public sur des questions politiques sensibles ne devrait pas être considérée comme du contenu à caractère terroriste.

---

<sup>9</sup> Directive (UE) 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme et remplaçant la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil et modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil (JO L 88 du 31.3.2017, p. 6).

Or. en

## Amendement 11

### Proposition de règlement Considérant 10

*Texte proposé par la Commission*

(10) Afin de couvrir les services d'hébergement en ligne par l'intermédiaire desquels des contenus à caractère terroriste sont diffusés, le présent règlement devrait s'appliquer aux services de la société de l'information ***qui stockent*** des informations fournies par un destinataire de ces services à sa demande et en mettant les informations stockées à la disposition de tiers, ***indépendamment de la nature purement technique, automatique ou passive de cette activité.*** À titre d'exemple, ***les fournisseurs de services de la société de l'information*** comprennent les

*Amendement*

(10) Afin de couvrir les services d'hébergement en ligne par l'intermédiaire desquels des contenus à caractère terroriste sont diffusés, le présent règlement devrait s'appliquer aux services de la société de l'information ***dont l'activité principale consiste à stocker*** des informations fournies par un destinataire de ces services à sa demande et en mettant les informations stockées à la disposition de tiers de ***façon publique.*** À titre d'exemple, ***ces*** services comprennent les plateformes de médias sociaux, les services de diffusion vidéo en continu ***et*** les services de partage

plateformes de médias sociaux, les services de diffusion vidéo en continu, les services de partage de fichiers vidéo, audio et images, ***les services de partage de fichiers et autres services en nuage***, dans la mesure où ils mettent ces informations à la disposition ***de tiers et de sites web sur lesquels les utilisateurs peuvent rédiger des commentaires ou publier des critiques***. Le présent règlement devrait également s'appliquer aux fournisseurs de services d'hébergement établis en dehors de l'Union mais qui offrent des services au sein de l'Union, puisqu'une proportion considérable des fournisseurs de services d'hébergement exposés à des contenus à caractère terroriste par l'intermédiaire de leurs services sont établis dans des pays tiers. Cela devrait garantir que toutes les entreprises opérant au sein du marché unique numérique respectent les mêmes exigences, indépendamment de leur pays d'établissement. Pour déterminer si un fournisseur de services fournit des services dans l'Union, il est nécessaire d'établir si le fournisseur en question permet à des personnes morales ou physiques d'un ou plusieurs États membres d'utiliser ses services. Toutefois, la simple accessibilité du site internet d'un fournisseur ou d'une adresse électronique et d'autres coordonnées de contact dans un ou plusieurs États membres ne devrait pas constituer, prise isolément, une condition suffisante pour l'application du présent règlement.

de fichiers vidéo, audio et images, dans la mesure où ils mettent ces informations à la disposition ***du public et accélèrent la diffusion des contenus***. ***Le présent règlement s'applique à l'activité de fourniture de services d'hébergement plutôt qu'au fournisseur spécifique ou à son activité principale***. Le présent règlement devrait également s'appliquer aux fournisseurs de services d'hébergement établis en dehors de l'Union mais qui offrent des services au sein de l'Union, puisqu'une proportion considérable des fournisseurs de services d'hébergement exposés à des contenus à caractère terroriste par l'intermédiaire de leurs services sont établis dans des pays tiers. Cela devrait garantir que toutes les entreprises opérant au sein du marché unique numérique respectent les mêmes exigences, indépendamment de leur pays d'établissement. Pour déterminer si un fournisseur de services fournit des services dans l'Union, il est nécessaire d'établir si le fournisseur en question permet à des personnes morales ou physiques d'un ou plusieurs États membres d'utiliser ses services. Toutefois, la simple accessibilité du site internet d'un fournisseur ou d'une adresse électronique et d'autres coordonnées de contact dans un ou plusieurs États membres ne devrait pas constituer, prise isolément, une condition suffisante pour l'application du présent règlement. ***En revanche, les services qui consistent à fournir uniquement des solutions techniques, comme le partage de fichiers et d'autres services d'informatique en nuage, ou les services de vente de biens en ligne, la livraison de biens en tant que telle ou la fourniture de services hors ligne et les sites internet privés, dont les blogs, ne devraient pas entrer dans le champ d'application du présent règlement***. ***Les services de simple transport et autres services de communication électronique au sens du [code des communications électroniques européen] ou les fournisseurs de services***

*de mise en cache, ou d'autres services fournis au niveau d'autres couches de l'infrastructure internet, tels que les registres ou bureaux d'enregistrement, les systèmes de noms de domaines (DNS) ou services adjacents, tels que les services de protection des services de paiement ou de protection contre les attaques par déni de service distribué, sont exclus du champ d'application. Les services de communications interpersonnelles qui permettent l'échange interpersonnel et interactif d'informations entre un nombre fini de personnes, dans lequel les personnes qui amorcent la communication ou y participent en déterminent le(s) destinataire(s), ne relèvent pas du champ d'application.*

Or. en

## Amendement 12

### Proposition de règlement Considérant 12

#### *Texte proposé par la Commission*

(12) Les fournisseurs de services d'hébergement devraient respecter certaines obligations de vigilance afin **d'empêcher** la diffusion de contenus à caractère terroriste par l'intermédiaire de leurs services. Ces obligations de vigilance ne devraient pas constituer une obligation générale de surveillance. Les fournisseurs de services d'hébergement devraient notamment, lorsqu'ils appliquent le présent règlement, agir d'une manière diligente, proportionnée et non discriminatoire à l'égard des contenus qu'ils stockent, en particulier lorsqu'ils appliquent leurs propres conditions commerciales, en vue d'éviter la suppression de contenus qui ne revêtent pas un caractère terroriste. Supprimer des contenus ou en bloquer l'accès doit être entrepris dans le respect de

#### *Amendement*

(12) Les fournisseurs de services d'hébergement **soumis à un nombre élevé d'injonctions de suppression non contestées** devraient respecter certaines obligations de vigilance afin **de limiter** la diffusion de contenus à caractère terroriste par l'intermédiaire de leurs services. Ces obligations de vigilance ne devraient pas constituer une obligation générale de surveillance **ou une obligation de rechercher activement des faits révélant des activités illicites**. Les fournisseurs de services d'hébergement devraient notamment, lorsqu'ils appliquent le présent règlement, agir d'une manière diligente, proportionnée et non discriminatoire à l'égard des contenus qu'ils stockent, en particulier lorsqu'ils appliquent leurs propres conditions commerciales, en vue

la liberté d'expression et d'information.

d'éviter la suppression de contenus qui ne revêtent pas un caractère *illicite et* terroriste. Supprimer des contenus ou en bloquer l'accès doit être entrepris dans le respect de la liberté d'expression et d'information *et de la liberté et du pluralisme des médias*.

Or. en

## Amendement 13

### Proposition de règlement Considérant 13

#### *Texte proposé par la Commission*

(13) La procédure et les obligations découlant des injonctions juridiques qui enjoignent aux fournisseurs de services d'hébergement de supprimer des contenus à caractère terroriste ou d'en bloquer l'accès, à la suite d'une évaluation par les autorités compétentes, devraient être harmonisées. ***La désignation des autorités compétentes devrait incomber aux États membres, qui devraient être libres d'assigner cette tâche aux autorités administratives, répressives ou judiciaires de leur choix.*** Étant donné la vitesse à laquelle les contenus à caractère terroriste sont diffusés dans l'ensemble des services en ligne, la présente disposition impose aux fournisseurs de services d'hébergement l'obligation de veiller à ce que les contenus à caractère terroriste concernés par une injonction de suppression soient supprimés ou que l'accès à ces contenus soit bloqué ***dans l'heure qui suit la*** réception de cette injonction. Il incombe aux fournisseurs de service d'hébergement de décider s'il convient de supprimer les contenus en question ou d'en bloquer l'accès pour les utilisateurs dans l'Union.

#### *Amendement*

(13) La procédure et les obligations découlant des injonctions juridiques qui enjoignent aux fournisseurs de services d'hébergement de supprimer des contenus à caractère terroriste ou d'en bloquer l'accès, à la suite d'une évaluation ***juridique*** par les autorités compétentes, devraient être harmonisées. ***Les États membres devraient assigner cette tâche à leurs autorités*** judiciaires. Étant donné la vitesse à laquelle les contenus à caractère terroriste sont diffusés dans l'ensemble des services en ligne, ***les organes administratifs compétents devraient pouvoir obtenir une décision de justice à l'issue d'une procédure rapide.*** La présente disposition impose aux fournisseurs de services d'hébergement l'obligation de veiller à ce que les contenus ***illicites*** à caractère terroriste concernés par une injonction de suppression soient supprimés ou que l'accès à ces contenus soit bloqué ***rapidement après*** réception de cette injonction. Il incombe aux fournisseurs de service d'hébergement de décider s'il convient de supprimer les contenus en question ou d'en bloquer l'accès pour les utilisateurs dans l'Union ***sur la base de la définition de contenu illicite à caractère terroriste et à condition***

*que des mécanismes effectifs de recours  
soient disponibles.*

Or. en

#### **Amendement 14**

#### **Proposition de règlement Considérant 15**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

*(15) Le signalement par les autorités compétentes ou Europol constitue un moyen efficace et rapide de sensibiliser les fournisseurs de services d'hébergement à la présence de contenus spécifiques sur leurs services. Ce mécanisme d'alerte des fournisseurs de services d'hébergement concernant des informations susceptibles d'être considérées comme des contenus à caractère terroriste, qui permet au fournisseur d'examiner la compatibilité avec ses propres conditions commerciales, devrait rester disponible parallèlement aux injonctions de suppression. Il importe que les fournisseurs de services d'hébergement évaluent ces signalements en priorité et produisent rapidement un retour d'information sur les mesures prises. Les fournisseurs de services d'hébergement restent responsables de la décision finale de supprimer ou non les contenus au motif qu'ils ne sont pas compatibles avec leurs conditions commerciales. Lors de la mise en œuvre du présent règlement en matière de signalement, le mandat d'Europol tel qu'il est défini dans le règlement (UE) 2016/794<sup>13</sup> reste inchangé.*

*supprimé*

---

<sup>13</sup> *Règlement (UE) 2016/794 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol) et remplaçant et abrogeant les*

décisions du Conseil 2009/371/JAI, 2009/934/JAI, 2009/935/JAI, 2009/936/JAI et 2009/968/JAI (JO L 135 du 24.5.2016, p. 53).

Or. en

## Amendement 15

### Proposition de règlement Considérant 16

*Texte proposé par la Commission*

(16) *Vu l'échelle et la vitesse nécessaires pour identifier et supprimer efficacement des contenus à caractère terroriste, l'adoption de mesures proactives proportionnées, y compris l'utilisation, dans certains cas, de moyens automatisés, constitue un élément essentiel de la lutte contre les contenus à caractère terroriste en ligne. Afin de réduire l'accessibilité de contenus à caractère terroriste sur leurs services, les fournisseurs de services d'hébergement devraient établir s'il est approprié de prendre des mesures proactives en fonction des risques et du niveau d'exposition aux contenus à caractère terroriste ainsi que des effets sur les droits à l'information des tiers et de l'intérêt public. En conséquence, les fournisseurs de services d'hébergement devraient déterminer les mesures appropriées, efficaces et proportionnées qui devraient être mises en place. Cette exigence ne devrait pas impliquer une obligation générale de surveillance. Dans le contexte de cette évaluation, l'absence d'injonctions de suppression et de signalements adressés à un hébergeur est une indication d'un faible niveau d'exposition à des contenus à caractère terroriste.*

*Amendement*

(16) *La grande majorité des fournisseurs de services d'hébergement ne sont jamais exposés à des contenus illicites à caractère terroriste. Vu la complexité de l'identification et de la suppression efficaces des contenus à caractère terroriste à une telle échelle et les répercussions potentielles sur les droits fondamentaux, des obligations de vigilance allant au-delà de la simple suppression des contenus illicites à caractère terroriste faisant l'objet d'injonctions de suppression émanant des autorités compétentes pourraient être remplies par les fournisseurs de services d'hébergement soumis à un nombre élevé d'injonctions de suppression non contestées. Ces obligations de vigilance ne doivent consister qu'en des mesures proportionnées, nécessaires pour atteindre les objectifs du présent règlement, et doivent être limitées à certains cas spécifiques. Ces obligations de vigilance ne devraient pas mener à une surveillance générale ou à une recherche active des faits révélant des activités illicites.*

Or. en



## Amendement 16

### Proposition de règlement Considérant 17

#### *Texte proposé par la Commission*

(17) Lorsqu'ils mettent en place des mesures **proactives**, les fournisseurs de services d'hébergement devraient veiller à ce que **le droit** des utilisateurs à la liberté d'expression et d'information - y compris la liberté de recevoir et de communiquer des informations - **soit protégé**. Outre les exigences établies dans la législation, y compris la législation relative à la protection des données à caractère personnel, les fournisseurs de services d'hébergement devraient agir avec toute la diligence requise et mettre en œuvre des mesures de sauvegarde, y compris notamment la surveillance et les vérifications humaines, **le cas échéant**, afin d'éviter des décisions non souhaitées et erronées conduisant à la suppression de contenus qui ne revêtent pas un caractère **terroriste**. **Cela revêt une importance particulière lorsque** les fournisseurs de services d'hébergement **utilisent** des moyens automatisés pour détecter les contenus à caractère terroriste. Toute décision de recourir à des moyens automatisés, **qu'elle soit prise par le fournisseur de services d'hébergement lui-même ou à la suite d'une demande émanant de l'autorité compétente**, devrait faire l'objet d'une évaluation portant sur la fiabilité de la technologie sous-jacente et des conséquences qui en découlent pour les droits fondamentaux.

#### *Amendement*

(17) Lorsqu'ils mettent en place **volontairement** des mesures **complémentaires**, les fournisseurs de services d'hébergement devraient veiller à ce que **les droits** des utilisateurs à la liberté d'expression et d'information – y compris la liberté de recevoir et de communiquer des informations **ainsi que les droits au respect de la vie privée et à la protection des données à caractère personnel – soient protégés**. Outre les exigences établies dans la législation, y compris la législation relative à la protection des données à caractère personnel, les fournisseurs de services d'hébergement devraient agir avec toute la diligence requise et mettre en œuvre des mesures de sauvegarde, y compris notamment la surveillance et les vérifications humaines, afin d'éviter des décisions non souhaitées et erronées conduisant à la suppression de contenus qui ne revêtent pas un caractère **illicite et terroriste**. Les fournisseurs de services d'hébergement **doivent s'abstenir d'utiliser** des moyens automatisés **fondés sur l'intelligence artificielle** pour détecter les contenus à caractère terroriste. Toute décision de recourir à des moyens automatisés devrait faire l'objet d'une évaluation portant sur la fiabilité de la technologie sous-jacente et des conséquences qui en découlent pour les droits fondamentaux. **En tout état de cause, les fournisseurs de services d'hébergement devraient évaluer l'incidence sur les droits fondamentaux de toute mesure volontaire qu'ils appliquent.**

Or. en

## Amendement 17

### Proposition de règlement Considérant 18

*Texte proposé par la Commission*

(18) *Afin de garantir que les fournisseurs de services d'hébergement exposés à des contenus à caractère terroriste prennent les mesures appropriées pour empêcher l'utilisation abusive de leurs services, les autorités compétentes devraient demander aux fournisseurs de services d'hébergement ayant reçu une injonction de suppression, devenue définitive, de rendre compte des mesures proactives qu'ils auront prises. Il pourrait s'agir de mesures visant à empêcher la remise en ligne de contenus à caractère terroriste qui ont été supprimés ou dont l'accès a été bloqué à la suite d'une injonction de suppression ou d'un signalement qu'ils auraient reçu, par l'utilisation d'outils publics ou privés permettant de les comparer avec des contenus à caractère terroriste connus. Des outils techniques fiables pourraient également permettre d'identifier de nouveaux contenus à caractère terroriste, qu'il s'agisse des outils disponibles sur le marché ou de ceux mis au point par le fournisseur de services d'hébergement. Le fournisseur de services d'hébergement devrait rendre compte des mesures **proactives** spécifiques mises en place pour permettre à l'autorité compétente de juger si les mesures sont **efficaces et** proportionnées et de déterminer, lorsque des moyens automatisés sont utilisés, si le fournisseur de **service** d'hébergement possède les compétences nécessaires en matière de surveillance et de vérification humaines. **Pour évaluer l'efficacité et la proportionnalité des mesures, les autorités compétentes devraient tenir compte de paramètres pertinents comme le nombre***

*Amendement*

(18) Le fournisseur de services d'hébergement devrait rendre compte des mesures **volontaires** spécifiques mises en place pour permettre à l'autorité compétente de juger si les mesures sont proportionnées et de déterminer, lorsque des moyens automatisés sont utilisés, si le fournisseur de **services** d'hébergement possède les compétences nécessaires en matière de surveillance et de vérification humaines.

*d'injonctions de suppression et de signalements émis à destination du fournisseur, sa capacité économique et l'incidence de ses services sur la diffusion des contenus à caractère terroriste (par exemple, en tenant compte du nombre d'utilisateurs dans l'Union).*

Or. en

## Amendement 18

### Proposition de règlement Considérant 19

*Texte proposé par la Commission*

(19) *À la suite de la demande, l'autorité compétente devrait engager un dialogue avec le fournisseur de services d'hébergement sur les mesures proactives qu'il est nécessaire de mettre en place. Le cas échéant, l'autorité compétente devrait imposer l'adoption de mesures proactives appropriées, efficaces et proportionnées lorsqu'elle estime que les mesures prises ne sont pas suffisantes pour se prémunir des risques. Une décision d'imposer de telles mesures proactives ne devrait pas, en principe, conduire à imposer une obligation générale en matière de surveillance, conformément à l'article 15, paragraphe 1, de la directive 2000/31/CE. Au vu des risques particulièrement graves liés à la diffusion de contenus à caractère terroriste, les décisions adoptées par les autorités compétentes sur la base du présent règlement pourraient déroger à l'approche établie à l'article 15, paragraphe 1, de la directive 2000/31/CE en ce qui concerne certaines mesures spécifiques et ciblées dont l'adoption est nécessaire pour des raisons impérieuses de sécurité publique. Avant d'adopter de telles décisions, l'autorité compétente devrait assurer un juste équilibre entre les objectifs d'intérêt général et les droits*

*Amendement*

(19) *L'interdiction de l'obligation* générale de surveillance *prévue* à l'article 15, paragraphe 1, de la directive 2000/31/CE *s'applique horizontalement à tous les fournisseurs de services d'hébergement, de mise en cache ou de simple transport et à tous les types d'activités illicites. En outre, la Cour de justice de l'Union européenne a fondé l'interdiction de l'obligation générale de surveillance sur la charte des droits fondamentaux, en particulier la liberté d'expression et d'information, le droit au respect de la vie privée et à la protection des données à caractère personnel, ainsi que la liberté d'entreprise.*

*fondamentaux en jeu, en particulier la liberté d'expression et d'information et la liberté d'entreprise, et fournir des justifications appropriées.*

Or. en

## Amendement 19

### Proposition de règlement Considérant 21

#### *Texte proposé par la Commission*

(21) L'obligation de conserver les contenus à des fins de procédures de réexamen ***administratif*** ou de contrôle juridictionnel est nécessaire et justifiée pour garantir l'application de mesures de recours efficaces à l'endroit du fournisseur de contenus dont les contenus ont été supprimés ou dont l'accès a été bloqué, ainsi que pour garantir le rétablissement de ces contenus tels qu'ils se présentaient avant leur suppression, en fonction des résultats de la procédure de réexamen. L'obligation de conserver les contenus à des fins d'enquête et de poursuite est nécessaire et justifiée compte tenu de l'utilité potentielle de ce matériel pour faire échec aux activités terroristes ou les prévenir. ***Lorsque des entreprises suppriment du matériel ou en bloquent l'accès, en particulier au moyen de leurs propres mesures proactives, et n'en informent pas l'autorité concernée parce qu'elles estiment que cela n'entre pas dans le champ d'application de l'article 13, paragraphe 4, du présent règlement, les autorités répressives pourraient ne pas avoir connaissance de l'existence de ces contenus. Cela justifie également la conservation de contenus à des fins de prévention, de détection, d'enquête et de poursuites en matière d'infractions terroristes.*** L'exigence de conservation à ces fins se limite aux

#### *Amendement*

(21) L'obligation de conserver les contenus à des fins de procédures de réexamen de contrôle juridictionnel est nécessaire et justifiée pour garantir l'application de mesures de recours efficaces à l'endroit du fournisseur de contenus dont les contenus ont été supprimés ou dont l'accès a été bloqué, ainsi que pour garantir le rétablissement de ces contenus tels qu'ils se présentaient avant leur suppression, en fonction des résultats de la procédure de réexamen. L'obligation de conserver les contenus à des fins d'enquête et de poursuite est nécessaire et justifiée compte tenu de l'utilité potentielle de ce matériel pour faire échec aux activités terroristes ou les prévenir. L'exigence de conservation à ces fins se limite aux données susceptibles d'avoir un lien avec des infractions terroristes et peut donc contribuer à la poursuite d'infractions terroristes ou à la prévention de risques graves pour la sécurité publique.

données susceptibles d'avoir un lien avec des infractions terroristes et peut donc contribuer à la poursuite d'infractions terroristes ou à la prévention de risques graves pour la sécurité publique.

Or. en

## Amendement 20

### Proposition de règlement Considérant 24

#### *Texte proposé par la Commission*

(24) Il est essentiel que les fournisseurs de services d'hébergement appliquent, en ce qui concerne les contenus à caractère terroriste, une politique transparente afin de mieux rendre compte de leurs actions à l'égard de leurs utilisateurs et de renforcer la confiance des citoyens dans le marché unique numérique. Il importe que les fournisseurs de services d'hébergement publient des rapports annuels sur la transparence qui contiennent des informations utiles relatives aux mesures prises en matière de détection, d'identification et de suppression de contenus à caractère terroriste.

#### *Amendement*

(24) Il est essentiel que les fournisseurs de services d'hébergement appliquent, en ce qui concerne les contenus à caractère terroriste, une politique transparente afin de mieux rendre compte de leurs actions à l'égard de leurs utilisateurs et de renforcer la confiance des citoyens dans le marché unique numérique. Il importe que les fournisseurs de services d'hébergement ***exposés à des contenus illicites à caractère terroriste*** publient des rapports annuels sur la transparence qui contiennent des informations utiles relatives aux mesures prises en matière de détection, d'identification et de suppression de contenus à caractère terroriste.

Or. en

## Amendement 21

### Proposition de règlement Considérant 24 bis (nouveau)

#### *Texte proposé par la Commission*

#### *Amendement*

***(24 bis) Les fournisseurs de contenus dont les contenus ont été supprimés à la suite d'une injonction de suppression devraient avoir le droit à un***

*recours effectif conformément à l'article 19 du traité UE et à l'article 47 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Certains fournisseurs de services d'hébergement utilisent déjà des outils automatisés pour supprimer les contenus illicites de leurs plateformes. Ces technologies ne permettent pas de distinguer les contenus illicites à caractère terroriste des contenus licites, tels que les contenus diffusés à des fins éducatives, journalistiques ou de recherche.*

Or. en

## Amendement 22

### Proposition de règlement Considérant 26

#### *Texte proposé par la Commission*

(26) L'article 19 TUE et l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne consacrent le droit à une protection juridictionnelle effective, au titre de laquelle les personnes doivent pouvoir connaître les raisons pour lesquelles les contenus qu'elles ont chargés ont été supprimés ou l'accès à ceux-ci rendu impossible. À cette fin, il convient que le fournisseur de services d'hébergement mette à la disposition du fournisseur de contenus des informations utiles qui permettent à ce dernier de contester la décision. ***Pour ce faire, une notification au fournisseur de contenus n'est toutefois pas forcément nécessaire. Selon les circonstances, les fournisseurs de services d'hébergement peuvent remplacer les contenus considérés comme revêtant un caractère terroriste par un message indiquant que ceux-ci ont été supprimés ou leur accès bloqué conformément au présent règlement. Il y a lieu, à la demande du fournisseur de***

#### *Amendement*

(26) L'article 19 TUE et l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne consacrent le droit à une protection juridictionnelle effective, au titre de laquelle les personnes doivent pouvoir connaître les raisons pour lesquelles les contenus qu'elles ont chargés ont été supprimés ou l'accès à ceux-ci rendu impossible. À cette fin, il convient que le fournisseur de services d'hébergement mette à la disposition du fournisseur de contenus des informations utiles qui permettent à ce dernier de contester la décision. Lorsque, pour des raisons de sécurité publique, notamment dans le cadre d'une enquête, les autorités compétentes estiment qu'il est contre-productif de notifier directement la suppression de contenus ou le blocage de l'accès à ces derniers, elles devraient en informer le fournisseur de services d'hébergement.

*contenus, de communiquer à ce dernier de plus amples informations sur les raisons de la suppression, ainsi que sur les possibilités de contestation dont il dispose à cet égard.* Lorsque, pour des raisons de sécurité publique, notamment dans le cadre d'une enquête, les autorités compétentes estiment qu'il est *inapproprié ou* contre-productif de notifier directement la suppression de contenus ou le blocage de l'accès à ces derniers, elles devraient en informer le fournisseur de services d'hébergement.

Or. en

### Amendement 23

#### Proposition de règlement Considérant 27

##### *Texte proposé par la Commission*

(27) Afin d'éviter les doubles emplois et les interférences possibles avec leurs enquêtes, il importe que les autorités compétentes s'informent mutuellement et coopèrent les unes avec les autres et avec Europol lorsqu'elles émettent des injonctions de suppression *ou adressent des signalements* aux fournisseurs de services d'hébergement. Europol pourrait apporter son soutien à la mise en œuvre des dispositions du présent règlement, conformément à son mandat actuel et au cadre juridique existant.

##### *Amendement*

(27) Afin d'éviter les doubles emplois et les interférences possibles avec leurs enquêtes, il importe que les autorités compétentes s'informent mutuellement et coopèrent les unes avec les autres et avec Europol lorsqu'elles émettent des injonctions de suppression *destinées* aux fournisseurs de services d'hébergement. Europol pourrait apporter son soutien à la mise en œuvre des dispositions du présent règlement, conformément à son mandat actuel et au cadre juridique existant.

Or. en

### Amendement 24

#### Proposition de règlement Considérant 28

*Texte proposé par la Commission*

(28) Afin d'assurer une mise en œuvre efficace et suffisamment cohérente **des mesures proactives, il convient que** les autorités compétentes des États membres **se concertent au sujet des discussions qu'elles ont avec les fournisseurs de services d'hébergement sur l'identification, la mise en œuvre et l'évaluation de mesures proactives spécifiques. De même,** une telle coopération est **également** nécessaire en ce qui concerne l'adoption de règles relatives aux sanctions, ainsi que la mise en œuvre et l'exécution de ces dernières.

*Amendement*

(28) Afin d'assurer une mise en œuvre efficace et suffisamment cohérente **par** les autorités compétentes des États membres, une coopération est nécessaire en ce qui concerne l'adoption de règles relatives aux sanctions, ainsi que la mise en œuvre et l'exécution de ces dernières.

Or. en

**Amendement 25**

**Proposition de règlement  
Considérant 29**

*Texte proposé par la Commission*

(29) Il est essentiel que l'autorité compétente au sein de l'État membre responsable de l'instauration des sanctions soit pleinement informée de l'émission des injonctions de suppression **et des signalements**, ainsi que des échanges ultérieurs entre le fournisseur de services d'hébergement et l'autorité compétente concernée. À cette fin, il convient que les États membres veillent à disposer de canaux et de mécanismes de communication appropriés permettant de partager, en temps voulu, les informations utiles.

*Amendement*

(29) Il est essentiel que l'autorité compétente au sein de l'État membre responsable de l'instauration des sanctions soit pleinement informée de l'émission des injonctions de suppression, ainsi que des échanges ultérieurs entre le fournisseur de services d'hébergement et l'autorité compétente concernée. À cette fin, il convient que les États membres veillent à disposer de canaux et de mécanismes de communication appropriés permettant de partager, en temps voulu, les informations utiles.

Or. en



## Amendement 26

### Proposition de règlement Considérant 31

#### *Texte proposé par la Commission*

(31) Compte tenu des conséquences particulièrement graves de ***certaines contenus*** à caractère terroriste, il convient que les fournisseurs de services d'hébergement informent rapidement les autorités de l'État membre concerné ou les autorités compétentes du pays où ils sont établis ou disposent d'un représentant légal de l'existence de toute preuve d'infractions terroristes dont ils ont connaissance. Afin de garantir la proportionnalité, cette obligation est limitée aux infractions terroristes telles que définies à l'article 3, paragraphe 1, de la directive (UE) 2017/541. L'obligation d'informer n'impose pas aux fournisseurs de services d'hébergement l'obligation de rechercher activement de telles preuves. L'État membre concerné est celui qui est compétent pour connaître des enquêtes et des poursuites concernant les infractions terroristes en application de la directive (UE) 2017/541, sur la base de la nationalité de l'auteur ou de la victime potentielle de l'infraction ou du lieu visé par l'acte de terrorisme. En cas de doute, les fournisseurs de services d'hébergement peuvent transmettre les informations à Europol, auquel il revient d'assurer un suivi conformément à son mandat, y compris en transmettant ces informations aux autorités nationales concernées.

#### *Amendement*

(31) Compte tenu des conséquences particulièrement graves de ***certaines infractions*** à caractère terroriste, il convient que les fournisseurs de services d'hébergement informent rapidement les autorités de l'État membre concerné ou les autorités compétentes du pays où ils sont établis ou disposent d'un représentant légal de l'existence de toute preuve d'infractions terroristes dont ils ont connaissance. Afin de garantir la proportionnalité, cette obligation est limitée aux infractions terroristes telles que définies à l'article 3, paragraphe 1, de la directive (UE) 2017/541. L'obligation d'informer n'impose pas aux fournisseurs de services d'hébergement l'obligation de rechercher activement de telles preuves. L'État membre concerné est celui qui est compétent pour connaître des enquêtes et des poursuites concernant les infractions terroristes en application de la directive (UE) 2017/541, sur la base de la nationalité de l'auteur ou de la victime potentielle de l'infraction ou du lieu visé par l'acte de terrorisme. En cas de doute, les fournisseurs de services d'hébergement peuvent transmettre les informations à Europol, auquel il revient d'assurer un suivi conformément à son mandat, y compris en transmettant ces informations aux autorités nationales concernées.

Or. en

## Amendement 27

### Proposition de règlement Considérant 33

(33) Tant les fournisseurs de services d'hébergement que les États membres devraient établir des points de contact afin de faciliter le traitement rapide des injonctions de suppression ***et des signalements***. Contrairement au représentant légal, le point de contact sert des objectifs opérationnels. Il convient que le point de contact du fournisseur de services d'hébergement consiste en tout moyen spécifique permettant la soumission électronique des injonctions de suppression ***et des signalements*** et en moyens techniques et humains permettant de les traiter rapidement. Le point de contact du fournisseur de services d'hébergement ne doit pas nécessairement être établi dans l'Union et ledit fournisseur est libre de désigner un point de contact existant, à condition que celui-ci soit en mesure de remplir les fonctions prévues par le présent règlement. ***Afin de garantir que les contenus à caractère terroriste soient supprimés ou que l'accès à ces contenus soit bloqué dans l'heure qui suit la réception d'une injonction de suppression, il importe que les fournisseurs de services d'hébergement veillent à ce que le point de contact soit joignable 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.*** Les informations sur le point de contact devraient comprendre des informations concernant la langue dans laquelle le point de contact peut être contacté. Afin de faciliter la communication entre les fournisseurs de services d'hébergement et les autorités compétentes, les fournisseurs de services d'hébergement sont encouragés à permettre la communication dans une des langues officielles de l'Union dans laquelle leurs conditions commerciales sont disponibles.

(33) Tant les fournisseurs de services d'hébergement que les États membres devraient établir des points de contact afin de faciliter le traitement rapide des injonctions de suppression. Contrairement au représentant légal, le point de contact sert des objectifs opérationnels. Il convient que le point de contact du fournisseur de services d'hébergement consiste en tout moyen spécifique permettant la soumission électronique des injonctions de suppression et en moyens techniques et humains permettant de les traiter rapidement. Le point de contact du fournisseur de services d'hébergement ne doit pas nécessairement être établi dans l'Union et ledit fournisseur est libre de désigner un point de contact existant, à condition que celui-ci soit en mesure de remplir les fonctions prévues par le présent règlement. Les informations sur le point de contact devraient comprendre des informations concernant la langue dans laquelle le point de contact peut être contacté. Afin de faciliter la communication entre les fournisseurs de services d'hébergement et les autorités compétentes, les fournisseurs de services d'hébergement sont encouragés à permettre la communication dans une des langues officielles de l'Union dans laquelle leurs conditions commerciales sont disponibles.

Or. en

## Amendement 28

### Proposition de règlement Considérant 34

#### *Texte proposé par la Commission*

(34) Les fournisseurs de services n'étant pas soumis à l'obligation générale de garantir une présence physique sur le territoire de l'Union, il est nécessaire de déterminer clairement l'État membre de la compétence duquel relève le fournisseur de services d'hébergement proposant des services au sein de l'Union. En règle générale, le fournisseur de services d'hébergement relève de la compétence de l'État membre dans lequel il a son établissement principal ou dans lequel il a désigné un représentant légal. ***Néanmoins, lorsqu'un autre État membre émet une injonction de suppression, il convient que ses autorités soient en mesure de faire exécuter leurs injonctions en prenant des mesures coercitives de nature non répressive, telles que des astreintes. Lorsqu'un fournisseur de services d'hébergement ne dispose pas d'établissement dans l'Union et n'y désigne pas de représentant légal, tout État membre devrait néanmoins être en mesure d'infliger des sanctions, à condition que le principe ne bis in idem soit respecté.***

#### *Amendement*

(34) Les fournisseurs de services n'étant pas soumis à l'obligation générale de garantir une présence physique sur le territoire de l'Union, il est nécessaire de déterminer clairement l'État membre de la compétence duquel relève le fournisseur de services d'hébergement proposant des services au sein de l'Union. En règle générale, le fournisseur de services d'hébergement relève de la compétence de l'État membre dans lequel il a son établissement principal ou dans lequel il a désigné un représentant légal.

Or. en

## Amendement 29

### Proposition de règlement Considérant 35

#### *Texte proposé par la Commission*

(35) Les fournisseurs de services d'hébergement qui ne sont pas établis dans l'Union devraient désigner par écrit un

#### *Amendement*

(35) Les fournisseurs de services d'hébergement qui ne sont pas établis dans l'Union devraient désigner par écrit un

représentant légal afin d'assurer le respect et l'exécution des obligations découlant du présent règlement.

représentant légal afin d'assurer le respect et l'exécution des obligations découlant du présent règlement. ***Les fournisseurs de services d'hébergement peuvent recourir à un représentant légal existant, à condition que celui-ci soit en mesure de remplir les fonctions prévues par le présent règlement.***

Or. en

### Amendement 30

#### Proposition de règlement Considérant 37

##### *Texte proposé par la Commission*

(37) Aux fins du présent règlement, les États membres devraient désigner des autorités compétentes. L'obligation de désigner des autorités compétentes n'impose pas nécessairement la création de nouvelles autorités; il peut en effet s'agir d'organismes existants chargés des fonctions prévues par le présent règlement. Celui-ci exige la désignation d'autorités compétentes chargées d'émettre les injonctions de suppression et ***les signalements et de superviser les mesures proactives, ainsi que*** d'imposer des sanctions. Il appartient aux États membres de décider du nombre d'autorités qu'ils souhaitent désigner pour remplir ces tâches.

##### *Amendement*

(37) Aux fins du présent règlement, les États membres devraient désigner des autorités compétentes. L'obligation de désigner des autorités compétentes n'impose pas nécessairement la création de nouvelles autorités; il peut en effet s'agir d'organismes ***judiciaires*** existants chargés des fonctions prévues par le présent règlement. Celui-ci exige la désignation d'autorités compétentes chargées d'émettre les injonctions de suppression et d'imposer des sanctions. Il appartient aux États membres de décider du nombre d'autorités qu'ils souhaitent désigner pour remplir ces tâches. ***Les autorités administratives ne peuvent délivrer des injonctions de suppression que sur la base d'une décision de justice et ne peuvent infliger de sanctions.***

Or. en

### Amendement 31

#### Proposition de règlement Considérant 38

(38) Des sanctions ***sont nécessaires pour*** garantir que les fournisseurs de services d'hébergement mettent effectivement en œuvre les obligations découlant du présent règlement. Il convient que les États membres adoptent des règles en matière de sanctions, y compris, le cas échéant, des lignes directrices pour le calcul des amendes. ***Des sanctions particulièrement sévères sont prises*** lorsque le fournisseur de services d'hébergement omet systématiquement de supprimer les contenus à caractère terroriste ou d'en bloquer l'accès ***dans l'heure qui suit la réception d'une injonction de suppression. Des sanctions seraient possibles dans des cas ponctuels de non-conformité tout en respectant les principes ne bis in idem et de proportionnalité et en veillant à ce que ces sanctions prennent en considération une défaillance systématique.*** Afin de garantir la sécurité juridique, il y a lieu que le règlement précise dans quelle mesure les obligations pertinentes peuvent faire l'objet de sanctions. ***Il importe que les sanctions pour non-conformité avec l'article 6 ne soient adoptées qu'en ce qui concerne les obligations découlant d'une demande de communication faite conformément à l'article 6, paragraphe 2, ou d'une décision imposant des mesures proactives supplémentaires en vertu de l'article 6, paragraphe 4.*** Au moment de déterminer si des sanctions financières devraient être ou non imposées, il convient de tenir dûment compte des ressources financières du fournisseur. Les États membres veillent à ce que les sanctions n'encouragent pas la suppression de contenus qui ne sont pas à caractère terroriste.

(38) Des sanctions ***peuvent contribuer à*** garantir que les fournisseurs de services d'hébergement mettent effectivement en œuvre les obligations découlant du présent règlement. Il convient que les États membres adoptent des règles en matière de sanctions, y compris, le cas échéant, des lignes directrices pour le calcul des amendes lorsque le fournisseur de services d'hébergement omet systématiquement de supprimer les contenus à caractère terroriste ou d'en bloquer l'accès ***rapidement, en tenant compte de la taille et des ressources du fournisseur de services d'hébergement. Les cas ponctuels de non-conformité ne devraient pas être sanctionnés, conformément au principe de proportionnalité, à moins qu'ils ne s'inscrivent dans le cadre de manquements systématiques, tout en respectant le principe ne bis in idem.*** Afin de garantir la sécurité juridique, il y a lieu que le règlement précise dans quelle mesure les obligations pertinentes peuvent faire l'objet de sanctions. ***Lors de l'examen de la nature de l'infraction et au moment de décider de l'application de sanctions, il devrait être tenu pleinement compte des droits fondamentaux, tels que la liberté d'expression.*** Au moment de déterminer si des sanctions financières devraient être ou non imposées, il convient de tenir dûment compte des ressources financières du fournisseur. Les États membres veillent à ce que les sanctions n'encouragent pas la suppression de contenus qui ne sont pas ***illicites et*** à caractère terroriste.

Or. en

## Amendement 32

### Proposition de règlement Considérant 41

#### *Texte proposé par la Commission*

(41) Il y a lieu que les États membres recueillent des informations sur la mise en œuvre de la législation. Il convient d'élaborer un programme détaillé de suivi des réalisations, résultats et effets du présent règlement afin d'étayer une évaluation de la législation.

#### *Amendement*

(41) Il y a lieu que les États membres recueillent des informations sur la mise en œuvre de la législation, ***notamment des informations sur le nombre de cas aboutis de détection, d'enquête et de poursuites en matière d'infractions terroristes résultant du présent règlement.*** Il convient d'élaborer un programme détaillé de suivi des réalisations, résultats et effets du présent règlement afin d'étayer une évaluation de la législation.

Or. en

## Amendement 33

### Proposition de règlement Considérant 42

#### *Texte proposé par la Commission*

(42) Se fondant sur les constatations et conclusions du rapport de mise en œuvre et sur le résultat de l'exercice de suivi, la Commission devrait procéder à une évaluation du présent règlement au plus tôt trois ans après son entrée en vigueur. Cette évaluation devrait reposer sur les cinq critères d'efficience, d'efficacité, de pertinence, de cohérence et de valeur ajoutée européenne. Elle évaluera le fonctionnement des différentes mesures opérationnelles ***et techniques*** prévues par le présent règlement, ***notamment l'efficacité des mesures visant à améliorer la détection, l'identification et la suppression des contenus à caractère terroriste, l'efficacité des mécanismes de garantie ainsi que les incidences sur les droits et intérêts potentiellement affectés***

#### *Amendement*

(42) Se fondant sur les constatations et conclusions du rapport de mise en œuvre et sur le résultat de l'exercice de suivi, la Commission devrait procéder à une évaluation du présent règlement au plus tôt trois ans après son entrée en vigueur. Cette évaluation devrait reposer sur les cinq critères d'efficience, d'efficacité, de pertinence, de cohérence et de valeur ajoutée européenne. Elle évaluera le fonctionnement des différentes mesures opérationnelles prévues par le présent règlement, l'efficacité des ***mécanismes de garantie ainsi que les incidences sur les droits fondamentaux potentiellement affectés, notamment la liberté d'expression et d'information, le droit à la liberté et au pluralisme des médias, la liberté d'entreprise et les droits au respect***

de *tiers*, y compris un réexamen de l'obligation d'informer les fournisseurs de contenus.

de la vie privée et à la protection des données à caractère personnel.

Or. en

## Amendement 34

### Proposition de règlement Considérant 43

*Texte proposé par la Commission*

(43) Étant donné que l'objectif du présent règlement, à savoir garantir le bon fonctionnement du marché unique numérique en ***prévenant*** la diffusion de contenus ***de*** caractère terroriste, ne peut pas être réalisé de manière suffisante par les États membres et peut donc, en raison de la portée et des effets de la limitation, être mieux réalisé au niveau de l'Union, celle-ci peut prendre des mesures, conformément au principe de subsidiarité consacré à l'article 5 du traité sur l'Union européenne. Conformément au principe de proportionnalité tel qu'énoncé audit article, le présent règlement n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif,

*Amendement*

(43) Étant donné que l'objectif du présent règlement, à savoir garantir le bon fonctionnement du marché unique numérique en ***contribuant aux enquêtes sur les infractions terroristes et en limitant*** la diffusion de contenus ***à*** caractère terroriste, ne peut pas être réalisé de manière suffisante par les États membres et peut donc, en raison de la portée et des effets de la limitation, être mieux réalisé au niveau de l'Union, celle-ci peut prendre des mesures, conformément au principe de subsidiarité consacré à l'article 5 du traité sur l'Union européenne. Conformément au principe de proportionnalité tel qu'énoncé audit article, le présent règlement n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif,

Or. en

## Amendement 35

### Proposition de règlement Article 1 – paragraphe 1 – partie introductive

*Texte proposé par la Commission*

1. Le présent règlement établit des règles uniformes pour ***empêcher*** l'utilisation abusive de services d'hébergement en vue de la diffusion en

*Amendement*

1. Le présent règlement établit des règles uniformes pour ***remédier à*** l'utilisation abusive de services d'hébergement en vue de la diffusion en

ligne de contenus à caractère terroriste. Il prévoit notamment:

ligne de contenus **illicites** à caractère terroriste. Il prévoit notamment:

Or. en

## Amendement 36

### Proposition de règlement

#### Article 1 – paragraphe 1 – point a

##### *Texte proposé par la Commission*

(a) des règles relatives aux obligations de vigilance incombant aux fournisseurs de services d'hébergement ***afin de prévenir la diffusion, par l'intermédiaire de leurs services, de contenus*** à caractère terroriste ***et*** de garantir, le cas échéant, leur ***suppression*** rapide;

##### *Amendement*

a) des règles relatives aux obligations de vigilance incombant aux fournisseurs de services d'hébergement ***particulièrement exposés à des contenus illicites*** à caractère terroriste ***afin*** de garantir, le cas échéant, leur ***suppression*** rapide;

Or. en

## Amendement 37

### Proposition de règlement

#### Article 1 – paragraphe 1 – point b

##### *Texte proposé par la Commission*

(b) un ensemble de mesures à mettre en place par les États membres afin de circonscrire les contenus à caractère terroriste, de permettre leur suppression ***rapide*** par les fournisseurs de services d'hébergement et de faciliter la coopération avec les autorités compétentes des autres États membres, les fournisseurs de services d'hébergement et, le cas échéant, les organes compétents de l'Union.

##### *Amendement*

b) un ensemble de mesures à mettre en place par les États membres afin de circonscrire les contenus ***illicites*** à caractère terroriste, de permettre leur suppression par les fournisseurs de services d'hébergement et de faciliter la coopération avec les autorités ***judiciaires*** compétentes des autres États membres, les fournisseurs de services d'hébergement et, le cas échéant, les organes compétents de l'Union.

Or. en



## Amendement 38

### Proposition de règlement

#### Article 1 – paragraphe 2

*Texte proposé par la Commission*

2. Le présent règlement s'applique **aux** fournisseurs de services d'hébergement qui proposent des services dans l'Union, quel que soit le lieu de leur établissement principal.

*Amendement*

2. Le présent règlement s'applique **à certains** fournisseurs de services d'hébergement qui proposent des services dans l'Union, quel que soit le lieu de leur établissement principal.

Or. en

## Amendement 39

### Proposition de règlement

#### Article 1 – paragraphe 2 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**2 bis. Le présent règlement est sans préjudice du régime de responsabilité prévu par la directive 2000/31/CE.**

Or. en

## Amendement 40

### Proposition de règlement

#### Article 2 – alinéa 1 – point 1

*Texte proposé par la Commission*

(1) «fournisseur de services d'hébergement», un fournisseur de services de la société de l'information **qui** **consistent** à stocker des informations fournies par le fournisseur de contenus à la demande de celui-ci et à mettre **ces** informations à la disposition de tiers;

*Amendement*

1) «fournisseur de services d'hébergement», un fournisseur de services de la société de l'information **dont l'activité principale consiste** à stocker des informations fournies par le fournisseur de contenus à la demande de celui-ci **lorsque le fournisseur de contenus est le bénéficiaire direct du service** et à mettre **publiquement les** informations **stockées** à la disposition de tiers. **Aux fins du présent règlement, les micro, petites et moyennes**

*entreprises, telles que définies dans la [recommandation 2003/361/CE de la Commission concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises], les services fournis au niveau d'autres couches de l'infrastructure internet que la couche application ou les services de communications électroniques au sens du code des communications électroniques ne sont pas considérés comme des fournisseurs de services d'hébergement;*

Or. en

#### Amendement 41

##### Proposition de règlement

##### Article 2 – alinéa 1 – point 5 – partie introductive

*Texte proposé par la Commission*

(5) «contenus à caractère terroriste»,  
*une ou plusieurs des informations  
suivantes, qui:*

*Amendement*

5) «contenus *illicites* à caractère  
terroriste», *les infractions commises  
intentionnellement et illégalement, telles  
que définies aux articles 5 à 7 de la  
directive (UE) 2017/541 relative à la lutte  
contre le terrorisme.*

Or. en

#### Amendement 42

##### Proposition de règlement

##### Article 2 – alinéa 1 – point 5 – sous-point a

*Texte proposé par la Commission*

(a) *provoquent à la commission  
d'infractions terroristes, ou font  
l'apologie de telles infractions, y compris  
en les glorifiant, ce qui entraîne un risque  
que de tels actes soient commis;*

*Amendement*

*supprimé*

Or. en

#### **Amendement 43**

##### **Proposition de règlement**

##### **Article 2 – alinéa 1 – point 5 – sous-point b**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**(b) encouragent la participation à des infractions terroristes;** **supprimé**

Or. en

#### **Amendement 44**

##### **Proposition de règlement**

##### **Article 2 – alinéa 1 – point 5 – sous-point c**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**(c) promeuvent les activités d'un groupe terroriste, notamment en encourageant la participation ou le soutien à un groupe terroriste au sens de l'article 2, paragraphe 3, de la directive (UE) 2017/541;** **supprimé**

Or. en

#### **Amendement 45**

##### **Proposition de règlement**

##### **Article 2 – alinéa 1 – point 5 – sous-point d**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**(d) fournissent des instructions sur des méthodes ou techniques en vue de la commission d'infractions terroristes;** **supprimé**

Or. en

## Amendement 46

### Proposition de règlement

#### Article 2 – alinéa 1 – point 6

*Texte proposé par la Commission*

(6) «diffusion de contenus à caractère terroriste», le fait de rendre accessibles à des tiers des contenus à caractère terroriste sur les services des fournisseurs de services d'hébergement;

*Amendement*

6) «diffusion de contenus **illicites** à caractère terroriste», le fait de rendre **publiquement** accessibles à des tiers des contenus **illicites** à caractère terroriste sur les services des fournisseurs de services d'hébergement;

Or. en

## Amendement 47

### Proposition de règlement

#### Article 2 – alinéa 1 – point 8

*Texte proposé par la Commission*

(8) «**signalement**»: *une notification, par une autorité compétente ou, le cas échéant, un organe compétent de l'Union, à un fournisseur de services d'hébergement, concernant des informations susceptibles d'être considérées comme des contenus à caractère terroriste, destinée à ce que le fournisseur examine, sur une base volontaire, leur compatibilité avec ses propres conditions commerciales afin d'empêcher la diffusion de contenus à caractère terroriste;*

*Amendement*

**supprimé**

Or. en

## Amendement 48

### Proposition de règlement

#### Article 2 – alinéa 1 – point 9 bis (nouveau)

**9 bis) «autorité compétente», une autorité judiciaire nationale désignée dans l'État membre.**

Or. en

## Amendement 49

### Proposition de règlement Article 3 – paragraphe 1

Texte proposé par la Commission

1. Les fournisseurs de services d'hébergement prennent des mesures appropriées, raisonnables et proportionnées, conformément au présent règlement, pour lutter contre la diffusion de contenus à caractère terroriste et protéger les utilisateurs contre ce type de contenus. Ce faisant, ils agissent de manière diligente, proportionnée et non discriminatoire, en tenant dûment compte des droits fondamentaux des utilisateurs et en prenant en considération l'importance fondamentale de la liberté d'expression et d'information dans une société ouverte et démocratique.

Amendement

1. Les fournisseurs de services d'hébergement **soumis à un nombre élevé d'injonctions de suppression non contestées** prennent des mesures appropriées, raisonnables et proportionnées, conformément au présent règlement, pour lutter contre la diffusion de contenus **illicites** à caractère terroriste et protéger les utilisateurs contre ce type de contenus. Ce faisant, ils agissent de manière diligente, proportionnée et non discriminatoire, en tenant dûment compte des droits fondamentaux des utilisateurs et en prenant en considération l'importance fondamentale de la liberté d'expression et d'information dans une société ouverte et démocratique. **Ces obligations de vigilance ne consistent pas en un contrôle général des informations que les fournisseurs de services d'hébergement transmettent ou stockent, ni en la recherche active de faits ou de circonstances révélant des activités illicites.**

Or. en

## Amendement 50

### Proposition de règlement

#### Article 3 – paragraphe 2

*Texte proposé par la Commission*

2. *Les fournisseurs de services d’hébergement intègrent dans leurs conditions commerciales des dispositions visant à prévenir la diffusion de contenus à caractère terroriste, et les appliquent.*

*Amendement*

*supprimé*

Or. en

## Amendement 51

### Proposition de règlement

#### Article 4 – paragraphe 1

*Texte proposé par la Commission*

1. L’autorité compétente a le pouvoir *de rendre* une *décision* enjoignant au fournisseur de services d’hébergement de supprimer les contenus à caractère terroriste ou d’en bloquer l’accès.

*Amendement*

1. L’autorité compétente a le pouvoir *d’émettre* une *injonction de suppression* enjoignant au fournisseur de services d’hébergement de supprimer les contenus *illicites* à caractère terroriste ou d’en bloquer l’accès. *Les demandes émanant d’un organe administratif compétent indépendant doivent se fonder sur une décision de justice obtenue à l’issue d’une procédure rapide.*

Or. en

## Amendement 52

### Proposition de règlement

#### Article 4 – paragraphe 2

*Texte proposé par la Commission*

2. Les fournisseurs de services d’hébergement suppriment les contenus à caractère terroriste ou en bloquent l’accès *dans un délai d’une heure à compter de la*

*Amendement*

2. Les fournisseurs de services d’hébergement suppriment les contenus *illicites* à caractère terroriste ou en bloquent l’accès *rapidement, compte étant*

*réception de l'injonction de suppression.*

*tenu de la taille et des ressources des  
fournisseurs de services d'hébergement.*

Or. en

### Amendement 53

#### Proposition de règlement

##### Article 4 – paragraphe 3 – point b

###### *Texte proposé par la Commission*

(b) un exposé des motifs expliquant les raisons pour lesquelles les contenus sont considérés comme des contenus à caractère terroriste, **à tout le moins** par rapport aux catégories de contenus à caractère terroriste énumérées à l'article 2, paragraphe 5;

###### *Amendement*

b) un exposé des motifs **détaillé** expliquant les raisons pour lesquelles les contenus sont considérés comme des contenus **illicites** à caractère terroriste, par rapport **spécifiquement** aux catégories de contenus à caractère terroriste énumérées à l'article 2, paragraphe 5, **étayant les éléments qui constituent le caractère illicite et intentionnel et énonçant le droit national concerné**;

Or. en

### Amendement 54

#### Proposition de règlement

##### Article 4 – paragraphe 3 – point f

###### *Texte proposé par la Commission*

(f) des informations relatives aux **possibilités** de recours dont disposent le fournisseur de services d'hébergement et le fournisseur de contenus;

###### *Amendement*

f) des informations relatives aux **recours et aux délais** de recours dont disposent le fournisseur de services d'hébergement et le fournisseur de contenus, **y compris les recours auprès de l'autorité compétente et les recours auprès d'une juridiction**;

Or. en

## Amendement 55

### Proposition de règlement

#### Article 4 – paragraphe 3 – point g

*Texte proposé par la Commission*

(g) ***le cas échéant***, la décision, visée à l'article 11, de ne pas divulguer les informations relatives à la suppression de contenus à caractère terroriste ou au blocage de l'accès à ces contenus.

*Amendement*

g) ***quand cela s'avère nécessaire et proportionné***, la décision, visée à l'article 11, de ne pas divulguer les informations relatives à la suppression de contenus ***illicites*** à caractère terroriste ou au blocage de l'accès à ces contenus.

Or. en

## Amendement 56

### Proposition de règlement

#### Article 4 – paragraphe 4

*Texte proposé par la Commission*

***4. L'autorité compétente transmet, sur demande du fournisseur de services d'hébergement ou du fournisseur de contenus, un exposé détaillé des motifs, sans préjudice de l'obligation qui incombe au fournisseur de services d'hébergement de se conformer à l'injonction de suppression dans le délai fixé au paragraphe 2.***

*Amendement*

***supprimé***

Or. en

## Amendement 57

### Proposition de règlement

#### Article 4 – paragraphe 6

*Texte proposé par la Commission*

6. Les fournisseurs de services d'hébergement en accusent réception et informent sans retard indu l'autorité compétente de la suppression des contenus

*Amendement*

6. Les fournisseurs de services d'hébergement en accusent réception et informent sans retard indu l'autorité compétente de la suppression des contenus



à caractère terroriste ou du blocage de l'accès à ces contenus, en indiquant, en particulier, la date et l'heure de l'opération à l'aide du modèle figurant à l'annexe II.

*illicites* à caractère terroriste ou du blocage de l'accès à ces contenus, en indiquant, en particulier, la date et l'heure de l'opération à l'aide du modèle figurant à l'annexe II.

Or. en

## Amendement 58

### Proposition de règlement Article 4 – paragraphe 8

#### *Texte proposé par la Commission*

8. Si le fournisseur de services d'hébergement ***ne peut*** se conformer à une injonction de suppression au motif que cette dernière contient des erreurs manifestes ou ne contient pas d'informations suffisantes pour permettre son exécution, il en informe l'autorité compétente, en demandant les précisions nécessaires au moyen du modèle figurant à l'annexe III. Le délai indiqué au paragraphe 2 s'applique dès que les précisions sont fournies.

#### *Amendement*

8. Si le fournisseur de services d'hébergement ***refuse de*** se conformer à une injonction de suppression au motif que cette dernière contient des erreurs manifestes, ***n'établit pas suffisamment le caractère illicite du contenu au regard des droits fondamentaux*** ou ne contient pas d'informations suffisantes pour permettre son exécution, il en informe l'autorité compétente, en demandant les précisions nécessaires au moyen du modèle figurant à l'annexe III. Le délai indiqué au paragraphe 2 s'applique dès que les précisions sont fournies.

Or. en

## Amendement 59

### Proposition de règlement Article 4 – paragraphe 9

#### *Texte proposé par la Commission*

9. ***L'autorité compétente qui a émis l'injonction de suppression indique à l'autorité compétente qui supervise la mise en œuvre des mesures proactives visées à l'article 17, paragraphe 1, point c), quand l'injonction de suppression devient définitive.*** Une

#### *Amendement*

9. Une injonction de suppression devient définitive lorsqu'elle n'a pas fait l'objet d'un recours ***ou lorsque les recours n'ont pas été introduits*** dans le délai prévu par le droit national applicable, ou lorsqu'elle a été confirmée à la suite d'un recours.

injonction de suppression devient définitive lorsqu'elle n'a pas fait l'objet d'un recours dans le délai prévu par le droit national applicable ou lorsqu'elle a été confirmée à la suite d'un recours.

Or. en

## **Amendement 60**

### **Proposition de règlement Article 5**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

#### **Article 5**

***supprimé***

#### ***Signalements***

- 1. L'autorité compétente ou l'organe compétent de l'Union peut adresser un signalement à un fournisseur de services d'hébergement.***
- 2. Les fournisseurs de services d'hébergement mettent en place des mesures opérationnelles et techniques qui facilitent l'évaluation rapide des contenus que les autorités compétentes et, le cas échéant, les organes compétents de l'Union leur transmettent afin qu'ils les examinent sur une base volontaire.***
- 3. Les autorités compétentes adressent le signalement à l'établissement principal du fournisseur de services d'hébergement ou au représentant légal désigné par ledit fournisseur conformément à l'article 16 et le transmettent au point de contact visé à l'article 14, paragraphe 1. Ces signalements sont transmis par voie électronique.***
- 4. Le signalement contient des informations suffisamment détaillées, notamment les raisons pour lesquelles les contenus sont considérés comme des contenus à caractère terroriste, une adresse URL et, le cas échéant, des***

*informations supplémentaires permettant d'identifier les contenus à caractère terroriste visés.*

*5. Le fournisseur de services d'hébergement évalue en priorité les contenus identifiés dans le signalement à l'aune de ses propres conditions commerciales et décide s'il convient de supprimer ces contenus ou d'en bloquer l'accès.*

*6. Le fournisseur de services d'hébergement informe rapidement l'autorité compétente ou l'organe compétent de l'Union du résultat de l'évaluation et du calendrier des mesures éventuellement prises à la suite du signalement.*

*7. Lorsque le fournisseur de services d'hébergement estime que le signalement ne contient pas suffisamment d'informations pour évaluer les contenus en cause, il en informe sans tarder les autorités compétentes ou l'organe compétent de l'Union, en indiquant les informations complémentaires ou les précisions dont il a besoin.*

Or. en

## **Amendement 61**

### **Proposition de règlement Article 6**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

*[...]*

*supprimé*

Or. en

## **Amendement 62**

### **Proposition de règlement Article 7 – paragraphe 1 – partie introductive**

*Texte proposé par la Commission*

1. Les fournisseurs de services d'hébergement conservent les contenus à caractère terroriste qui ont été supprimés ou dont l'accès a été bloqué à la suite d'une injonction de suppression, ***d'un signalement ou de mesures proactives prises en application des articles 4, 5 et 6,*** ainsi que les données connexes dont la suppression est intervenue parallèlement à celle des contenus incriminés et qui sont nécessaires aux fins:

*Amendement*

1. Les fournisseurs de services d'hébergement conservent les contenus ***illicites*** à caractère terroriste qui ont été supprimés ou dont l'accès a été bloqué à la suite d'une injonction de suppression ***en application de l'article 4, ou à la suite de mesures volontaires,*** ainsi que les données connexes dont la suppression est intervenue parallèlement à celle des contenus incriminés et qui sont nécessaires aux fins:

Or. en

**Amendement 63**

**Proposition de règlement**

**Article 7 – paragraphe 1 – point b bis (nouveau)**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***b bis) du traitement des réclamations conformément au mécanisme décrit à l'article 10.***

Or. en

**Amendement 64**

**Proposition de règlement**

**Article 7 – paragraphe 1 bis (nouveau)**

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***1 bis. L'obligation visée au paragraphe 1 s'applique également lorsque les fournisseurs de services d'hébergement suppriment des contenus à la suite d'un signalement par Europol au sens de l'article 4, paragraphe 1, point m), du règlement (UE) 2016/794.***

## Amendement 65

### Proposition de règlement Article 7 – paragraphe 2

#### *Texte proposé par la Commission*

2. Les contenus à caractère terroriste et les données connexes visées au paragraphe 1 sont conservés pendant six mois. À la demande de l'autorité compétente ou d'un tribunal, les contenus à caractère terroriste sont conservés pendant une période plus longue, aussi longtemps que nécessaire, aux fins des procédures de réexamen administratif ou de contrôle juridictionnel en cours visées au paragraphe 1, point a).

#### *Amendement*

2. Les contenus ***illicites*** à caractère terroriste et les données connexes visées au paragraphe 1 sont conservés pendant six mois. À la demande de l'autorité compétente ou d'un tribunal, les contenus à caractère terroriste sont conservés pendant une période plus longue, aussi longtemps que nécessaire, aux fins des procédures de réexamen administratif ou de contrôle juridictionnel en cours visées au paragraphe 1, point a).

Or. en

## Amendement 66

### Proposition de règlement Article 7 – paragraphe 3 – alinéa 1

#### *Texte proposé par la Commission*

Les fournisseurs de services d'hébergement veillent à ce que les contenus à caractère terroriste et les données connexes conservés conformément aux paragraphes 1 et 2 fassent l'objet de garanties techniques et organisationnelles appropriées.

#### *Amendement*

Les fournisseurs de services d'hébergement veillent à ce que les contenus ***illicites*** à caractère terroriste et les données connexes conservés conformément aux paragraphes 1 et 2 fassent l'objet de garanties techniques et organisationnelles appropriées.

Or. en

## Amendement 67

### Proposition de règlement Article -8 (nouveau)

**Article -8**

**Droits et libertés fondamentaux**

*Le présent règlement ne porte pas atteinte à l'obligation de respecter les droits fondamentaux et les principes juridiques fondamentaux consacrés par l'article 6 du traité sur l'Union européenne.*

*Les États membres peuvent fixer des conditions requises par les principes fondamentaux relatifs à la liberté de la presse et d'autres médias, ainsi qu'à la liberté et au pluralisme des médias, et conformes à ces principes.*

Or. en

**Amendement 68**

**Proposition de règlement  
Article 8 – paragraphe 1**

*Texte proposé par la Commission*

1. Les fournisseurs de services d'hébergement ***définissent***, dans leurs conditions commerciales, leur politique ***de prévention de la diffusion de contenus*** à caractère terroriste, et ***y joignent, le cas échéant, une explication pertinente du fonctionnement des mesures proactives, y compris le recours à des outils automatisés.***

*Amendement*

1. Les fournisseurs de services d'hébergement ***expliquent clairement***, dans leurs conditions commerciales, leur politique ***en matière de contenus illicites*** à caractère terroriste, et ***décrivent les mécanismes à la disposition des fournisseurs de contenus conformément à l'article 10.***

Or. en

**Amendement 69**

**Proposition de règlement  
Article 8 – paragraphe 2**

*Texte proposé par la Commission*

2. Les fournisseurs de services d'hébergement **publient** des rapports annuels sur la transparence relatifs aux mesures prises en matière de diffusion des contenus à caractère terroriste.

*Amendement*

2. Les fournisseurs de services d'hébergement ***exposés à des contenus illicites à caractère terroriste mettent à disposition du public*** des rapports annuels sur la transparence relatifs aux mesures prises en matière de diffusion des contenus ***illicites*** à caractère terroriste.

Or. en

**Amendement 70**

**Proposition de règlement**

**Article 8 – paragraphe 3 – point a**

*Texte proposé par la Commission*

(a) les mesures prises par le fournisseur de services d'hébergement en ce qui concerne la détection, l'identification et la suppression des contenus à caractère terroriste;

*Amendement*

a) les mesures prises par le fournisseur de services d'hébergement en ce qui concerne la détection, l'identification et la suppression des contenus ***illicites*** à caractère terroriste;

Or. en

**Amendement 71**

**Proposition de règlement**

**Article 8 – paragraphe 3 – point b**

*Texte proposé par la Commission*

(b) ***les mesures prises par le fournisseur de services d'hébergement pour empêcher la remise en ligne de contenus qui ont été supprimés ou dont l'accès a été bloqué parce qu'ils sont considérés comme revêtant un caractère terroriste;***

*Amendement*

b) ***en coopération avec l'autorité administrative indépendante, des informations sur le nombre de suppressions qui ont conduit à des cas aboutis de détection, d'enquête et de poursuites en matière d'infractions terroristes;***

Or. en

## Amendement 72

### Proposition de règlement

#### Article 8 – paragraphe 3 – point c

*Texte proposé par la Commission*

(c) le nombre d'articles à caractère terroriste qui ont été supprimés ou dont l'accès a été bloqué à la suite, ***respectivement***, d'injonctions de suppression, ***de signalements ou de mesures proactives***;

*Amendement*

c) le nombre d'articles à caractère terroriste qui ont été supprimés ou dont l'accès a été bloqué à la suite d'injonctions de suppression;

Or. en

## Amendement 73

### Proposition de règlement

#### Article 8 – paragraphe 3 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***3 bis. Aux fins de l'obligation d'information visée au paragraphe 3, point b), les autorités administratives indépendantes fournissent des informations sur le nombre de suppressions qui ont conduit à des cas aboutis de détection, d'enquête et de poursuites en matière d'infractions terroristes.***

Or. en

## Amendement 74

### Proposition de règlement

#### Article 9 – titre

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

Garanties concernant ***l'utilisation et la***

Garanties concernant ***les suppressions*** de



## Amendement 75

### Proposition de règlement

#### Article 9 – paragraphe -1 (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**-1. Les fournisseurs de contenus dont les contenus ont été supprimés ou dont l'accès aux contenus a été bloqué à la suite d'une injonction de suppression devraient avoir le droit à un recours effectif conformément à l'article 19 du traité UE et à l'article 47 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.**

Or. en

## Amendement 76

### Proposition de règlement

#### Article 9 – paragraphe 1

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

1. Lorsque des fournisseurs de services d'hébergement recourent à des **procédés automatisés, conformément au** présent règlement, pour les contenus qu'ils stockent, ils prévoient des garanties efficaces et adéquates pour assurer l'exactitude et le bien-fondé des décisions prises au sujet de ces contenus, en particulier les décisions relatives à la suppression de contenus considérés comme terroristes ou au blocage de l'accès à ces derniers.

1. Lorsque des fournisseurs de services d'hébergement recourent à des **mesures volontaires allant au-delà de leurs obligations en vertu du** présent règlement pour les contenus qu'ils stockent, ils prévoient des garanties efficaces et adéquates pour assurer l'exactitude et le bien-fondé des décisions prises au sujet de ces contenus, en particulier les décisions relatives à la suppression de contenus **illicites** considérés comme terroristes ou au blocage de l'accès à ces derniers, **et veillent à ce que ces décisions n'entraînent pas la suppression de contenus licites ou le blocage de**

***l'accès à de tels contenus. Les fournisseurs de services d'hébergement soumettent ces mesures à un audit indépendant sur les droits fondamentaux.***

Or. en

## **Amendement 77**

### **Proposition de règlement Article 9 – paragraphe 2**

#### *Texte proposé par la Commission*

2. Ces garanties consistent notamment en une surveillance et en des vérifications humaines, ***lorsque cela se justifie, et à tout le moins lorsqu'une évaluation détaillée du contexte pertinent est nécessaire*** pour déterminer si les contenus doivent être considérés comme revêtant ou non un caractère terroriste.

#### *Amendement*

2. Ces garanties consistent notamment en une surveillance et en des vérifications humaines pour déterminer si les contenus doivent être considérés comme revêtant ou non un caractère ***illicite et*** terroriste.

Or. en

## **Amendement 78**

### **Proposition de règlement Article 10 – paragraphe 1**

#### *Texte proposé par la Commission*

1. Les fournisseurs de services d'hébergement établissent des mécanismes efficaces et accessibles permettant aux fournisseurs de contenus dont les contenus ont été supprimés ou dont l'accès a été bloqué à la suite d'un signalement en vertu de l'article 5 ***ou de mesures proactives*** en vertu de l'article 6 d'introduire une réclamation contre l'action du fournisseur de services d'hébergement et de demander le rétablissement des contenus concernés.

#### *Amendement*

1. Les fournisseurs de services d'hébergement établissent des mécanismes efficaces et accessibles permettant aux fournisseurs de contenus dont les contenus ont été supprimés ou dont l'accès a été bloqué à la suite d'un signalement en vertu de l'article 4, ***paragraphe 1, point m), du règlement Europol, d'une injonction de suppression*** en vertu de l'article 4 ***ou de mesures volontaires*** d'introduire une réclamation contre l'action du fournisseur de services d'hébergement et de demander le rétablissement des contenus concernés.

## Amendement 79

### Proposition de règlement Article 11 – paragraphe 1

#### *Texte proposé par la Commission*

1. Lorsque des fournisseurs de services d'hébergement suppriment des contenus à caractère terroriste ou bloquent l'accès à ceux-ci, ils mettent à la disposition du fournisseur de contenus concerné des informations relatives à la suppression de ces contenus ou au blocage de l'accès à ceux-ci.

#### *Amendement*

1. Lorsque des fournisseurs de services d'hébergement suppriment des contenus ***illicites*** à caractère terroriste ou bloquent l'accès à ceux-ci, ils mettent à la disposition du fournisseur de contenus concerné des informations ***détaillées*** relatives à la suppression de ces contenus ou au blocage de l'accès à ceux-ci, ***y compris les motifs du retrait ou du blocage de l'accès, notamment la base juridique établissant le caractère illicite des contenus et les possibilités de contester la décision.***

## Amendement 80

### Proposition de règlement Article 11 – paragraphe 2

#### *Texte proposé par la Commission*

2. ***Sur demande du fournisseur de contenus, le fournisseur de services d'hébergement lui communique les motifs de la suppression de ses contenus ou du blocage de l'accès à ceux-ci, et l'informe de ses possibilités de recours.***

#### *Amendement*

***supprimé***

## Amendement 81

### Proposition de règlement Article 11 – paragraphe 3

#### *Texte proposé par la Commission*

3. L'obligation prévue **aux paragraphes 1 et 2** ne s'applique pas lorsque l'autorité compétente décide que les motifs correspondants ne doivent pas être divulgués, pour des raisons de sécurité publique telles que la prévention et la détection d'infractions en relation avec le terrorisme ainsi que les enquêtes ou les poursuites y afférentes, et ce aussi longtemps que nécessaire, sans pour autant excéder [quatre] semaines à compter de la décision de suppression ou de blocage. En pareil cas, le fournisseur de services d'hébergement ne divulgue aucune information sur la suppression des contenus à caractère terroriste ou le blocage de l'accès à ceux-ci.

#### *Amendement*

3. L'obligation prévue **au paragraphe 1** ne s'applique pas lorsque l'autorité compétente décide que les motifs correspondants ne doivent pas être divulgués, pour des raisons de sécurité publique telles que la prévention et la détection d'infractions en relation avec le terrorisme ainsi que les enquêtes ou les poursuites y afférentes, et ce aussi longtemps que nécessaire, sans pour autant excéder [quatre] semaines à compter de la décision de suppression ou de blocage. En pareil cas, le fournisseur de services d'hébergement ne divulgue aucune information sur la suppression des contenus **illicites** à caractère terroriste ou le blocage de l'accès à ceux-ci.

Or. en

## Amendement 82

### Proposition de règlement Article 13 – paragraphe 1

#### *Texte proposé par la Commission*

1. Les autorités compétentes des États membres échangent des informations, se coordonnent et collaborent les unes avec les autres et, le cas échéant, avec les organes compétents de l'Union, tels qu'Europol, en ce qui concerne les décisions de suppression de contenus **et les signalements**, de manière à éviter les doubles emplois, à renforcer la coordination et à éviter toute interférence avec les enquêtes en cours dans les différents États membres.

#### *Amendement*

1. Les autorités compétentes des États membres échangent des informations, se coordonnent et collaborent les unes avec les autres et, le cas échéant, avec les organes compétents de l'Union, tels qu'Europol, en ce qui concerne les décisions de suppression de contenus, de manière à éviter les doubles emplois, à renforcer la coordination et à éviter toute interférence avec les enquêtes en cours dans les différents États membres.

### Amendement 83

#### Proposition de règlement

#### Article 13 – paragraphe 3 – point b

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**(b) le traitement des données et le retour d'information relatifs aux signalements, en application de l'article 5;**

***supprimé***

### Amendement 84

#### Proposition de règlement

#### Article 13 – paragraphe 3 – point c

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**(c) la coopération visant à identifier et à mettre en œuvre des mesures proactives en application de l'article 6.**

***supprimé***

### Amendement 85

#### Proposition de règlement

#### Article 14 – paragraphe 1

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

1. Les fournisseurs de services d'hébergement établissent un point de contact permettant de recevoir des injonctions de suppression ***et des signalements*** par voie électronique et d'en assurer un traitement rapide, conformément ***aux articles 4 et 5***. Ils font en sorte que

1. Les fournisseurs de services d'hébergement établissent un point de contact permettant de recevoir des injonctions de suppression par voie électronique et d'en assurer un traitement rapide, conformément ***à l'article 4***. Ils font en sorte que cette information soit

cette information soit accessible au public.

accessible au public.

Or. en

## Amendement 86

### Proposition de règlement Article 14 – paragraphe 2

#### *Texte proposé par la Commission*

2. Les informations visées au paragraphe 1 précisent la ou les langues officielles de l'Union, visées au règlement (CE) n° 1/58, dans lesquelles il est possible de s'adresser au point de contact et dans lesquelles se déroulent les autres échanges concernant les injonctions de suppression et les signalements, conformément ***aux articles 4 et 5***. Ces langues comprennent au moins une des langues officielles de l'État membre dans lequel le fournisseur de services d'hébergement a son établissement principal ou dans lequel réside ou est établi son représentant légal conformément à l'article 16.

#### *Amendement*

2. Les informations visées au paragraphe 1 précisent la ou les langues officielles de l'Union, visées au règlement (CE) n° 1/58, dans lesquelles il est possible de s'adresser au point de contact et dans lesquelles se déroulent les autres échanges concernant les injonctions de suppression et les signalements, conformément ***à l'article 4***. Ces langues comprennent au moins une des langues officielles de l'État membre dans lequel le fournisseur de services d'hébergement a son établissement principal ou dans lequel réside ou est établi son représentant légal conformément à l'article 16.

Or. en

## Amendement 87

### Proposition de règlement Article 15 – paragraphe 3

#### *Texte proposé par la Commission*

***3. Lorsqu'une autorité d'un autre État membre a émis une injonction de suppression conformément à l'article 4, paragraphe 1, cet État membre est compétent pour prendre des mesures coercitives conformément à son droit national afin de faire exécuter ladite injonction.***

#### *Amendement*

***supprimé***

## Amendement 88

### Proposition de règlement

#### Article 17 – paragraphe 1 – partie introductive

##### *Texte proposé par la Commission*

1. Les États membres désignent l'autorité ou les autorités compétentes chargées:

##### *Amendement*

1. Les États membres désignent l'autorité ou les autorités **judiciaires** compétentes chargées:

Or. en

## Amendement 89

### Proposition de règlement

#### Article 17 – paragraphe 1 – point b

##### *Texte proposé par la Commission*

**(b) de détecter et d'identifier les contenus à caractère terroriste et de les signaler aux fournisseurs de services d'hébergement, en application de l'article 5;**

##### *Amendement*

**supprimé**

Or. en

## Amendement 90

### Proposition de règlement

#### Article 17 – paragraphe 1 – point c

##### *Texte proposé par la Commission*

**(c) de superviser la mise en œuvre des mesures proactives en application de l'article 6;**

##### *Amendement*

c) de superviser la mise en œuvre des mesures proactives;

Or. en

## Amendement 91

### Proposition de règlement

#### Article 18 – paragraphe 1 – partie introductive

##### *Texte proposé par la Commission*

1. Les États membres déterminent le régime des sanctions applicables en cas de manquement aux obligations qui incombent aux fournisseurs de services d'hébergement en application du présent règlement et prennent toutes les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution. Ces sanctions concernent exclusivement les manquements aux obligations découlant:

##### *Amendement*

1. Les États membres déterminent le régime des sanctions applicables en cas de manquement ***systematique et continu*** aux obligations qui incombent aux fournisseurs de services d'hébergement en application du présent règlement et prennent toutes les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution. Ces sanctions concernent exclusivement les manquements aux obligations découlant:

Or. en

## Amendement 92

### Proposition de règlement

#### Article 18 – paragraphe 1 – point a

##### *Texte proposé par la Commission*

***(a) de l'article 3, paragraphe 2 (conditions commerciales des fournisseurs de services d'hébergement);***

##### *Amendement*

***supprimé***

Or. en

## Amendement 93

### Proposition de règlement

#### Article 18 – paragraphe 1 – point c

##### *Texte proposé par la Commission*

***(c) de l'article 5, paragraphes 5 et 6 (évaluation des signalements et retour d'informations y afférent);***

##### *Amendement*

***supprimé***

Or. en



## Amendement 94

### Proposition de règlement

#### Article 1 – paragraphe 1 – point d

*Texte proposé par la Commission*

**(d) de l'article 6, paragraphes 2 et 4 (rapports relatifs aux mesures proactives et adoption de mesures à la suite de décisions imposant des mesures proactives spécifiques);**

*Amendement*

**supprimé**

Or. en

## Amendement 95

### Proposition de règlement

#### Article 21 – paragraphe 1 – point a

*Texte proposé par la Commission*

**(a) d'informations sur le nombre d'injonctions de suppression et de signalements émis et le nombre d'articles à caractère terroriste qui ont été supprimés ou dont l'accès a été bloqué, assorti de l'indication des délais correspondants, conformément aux articles 4 et 5;**

*Amendement*

**a) d'informations sur le nombre d'injonctions de suppression et de signalements émis et le nombre d'articles *illicites* à caractère terroriste qui ont été supprimés ou dont l'accès a été bloqué, assorti de l'indication des délais correspondants, conformément à l'article 4;**

Or. en

## Amendement 96

### Proposition de règlement

#### Article 21 – paragraphe 1 – point b

*Texte proposé par la Commission*

**(b) des informations sur les mesures *proactives* spécifiques prises en application de l'article 6, et notamment de l'indication de la quantité de contenus à caractère**

*Amendement*

**b) des informations sur les mesures spécifiques prises en application de l'article 4, et notamment de l'indication de la quantité de contenus *illicites* à caractère**

terroriste qui ont été supprimés ou dont l'accès été bloqué, ainsi que les *délais correspondants*;

terroriste qui ont été supprimés ou dont l'accès été bloqué, ainsi que les *informations correspondantes sur le nombre de cas aboutis de détection, d'enquête et de poursuites en matière d'infractions terroristes*;

Or. en

## **Amendement 97**

### **Proposition de règlement Article 24 – alinéa 2**

#### *Texte proposé par la Commission*

Il s'applique à compter du [~~six~~ mois après son entrée en vigueur].

#### *Amendement*

Il s'applique à compter du [**24** mois après son entrée en vigueur].

Or. en